



Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad

Rapport Afrique N°254 | 12 octobre 2017

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 149 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Les racines sociales de la crise.....	3
A. Malam Ibrahim Dicko, de la radio au jihad.....	3
B. La contestation d'un ordre social figé et inégalitaire.....	5
C. Un rapport distant à l'Etat	7
D. Une province frontalière du Mali particulièrement vulnérable	9
III. Un effort militaire considérable	11
A. Le Sahel burkinabè sous la menace	11
B. Un appareil sécuritaire en recomposition	13
C. La coopération régionale et internationale	14
IV. Apporter une réponse globale et durable.....	17
V. Conclusion	20
ANNEXES	
A. Carte du Burkina Faso	21
B. Carte de la zone frontalière Mali-Burkina Faso	22
C. Chronologie des incidents sécuritaires au Burkina Faso depuis 2015.....	23
D. A propos de l'International Crisis Group	25
E. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2014	26
F. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	28

Synthèse

Longtemps épargné par les groupes armés actifs au Sahel, le Burkina Faso est confronté à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières visant la partie nord du pays. Si l'insécurité résulte en grande partie d'une extension du conflit malien, la crise au Nord du Burkina révèle une dynamique sociale endogène. Présenté comme lié aux jihadistes actifs dans le Sahel, le groupe armé Ansarul Islam, qui semble être l'acteur principal de l'insécurité, est avant tout un mouvement de contestation de l'ordre social qui prévaut dans la province du Soum, dans la région burkinabè du Sahel. Malgré une reprise en main de la situation au printemps 2017, la crise est loin d'être terminée. Le Burkina et ses partenaires sont conscients qu'elle exige une réponse globale, et non uniquement militaire, et que sa résolution définitive dépend en partie de la situation au Mali. Mais cette réponse doit surtout tenir compte des dimensions sociales et locales de la crise, qui prévalent sur ses dimensions religieuses ou sécuritaires.

Ansarul Islam, créé par Malam Ibrahim Dicko, un prêcheur originaire du Soum, est né de la contestation de l'organisation sociale en vigueur dans la province. Des années durant, Malam prône l'égalité entre les classes sociales. Il remet en cause la toute-puissance des chefferies coutumières et le monopole de l'autorité religieuse détenu par les familles maraboutiques, qu'il accuse de s'enrichir aux dépens des populations. Cette rhétorique lui vaut un écho considérable, surtout parmi les jeunes et les cadets sociaux. Même s'il perd une grande partie de ses adeptes lorsqu'il bascule dans la lutte armée, il parvient à en conserver suffisamment pour mener une guerre de basse intensité contre les autorités locales et nationales. L'éventualité de sa mort au cours d'opérations militaires menées au printemps 2017, qui n'a pas été prouvée ni confirmée, ne mettrait pas fin à la crise.

Produit des réalités sociopolitiques et culturelles locales, Ansarul Islam tient au moins autant de l'insurrection sociale que du mouvement islamiste. Il n'est pas tant un groupe critique de la modernité qu'un mouvement qui rejette des traditions perçues comme archaïques. Il exprime les doléances de la majorité silencieuse de la population qui ne détient ni le pouvoir politique, ni l'autorité religieuse. L'islam devient alors un référent de contestation d'une société figée productrice de frustrations. Ansarul Islam n'est pas non plus un groupe de défense des Peul, majoritaires dans le Sahel burkinabè. La revendication ethnique et identitaire est pour le moment marginale dans son discours.

Le rapport distant qu'entretiennent les populations avec l'Etat nourrit également la crise. Le contraste entre le potentiel économique du Nord et le manque de développement alimente un sentiment d'abandon des populations. Comme au Mali, fonctionnaires et forces de sécurité sont plus souvent perçus comme des corps étrangers cherchant à s'enrichir que comme des agents chargés de fournir des services. Les habitants du Soum sont réticents à collaborer avec des forces de sécurité venues d'autres provinces et au comportement parfois brutal.

La crise au Nord du Burkina est beaucoup plus que le simple miroir de la situation au centre du Mali. Certes, le Mali sert de base arrière à Ansarul Islam. Des similarités existent. Mais la poussée de la violence qui se revendique du jihad conduit à négliger

la dimension sociale et extrêmement locale des conflits et la capacité des groupes armés à exploiter les clivages qui traversent certaines sociétés. L'insécurité au Nord du Burkina ne résulte pas uniquement d'un déficit de développement, d'une incompréhension entre un Etat central et un territoire lointain ou de l'influence négative d'un voisin en guerre. Elle est surtout le résultat d'une crise profonde qui agite les groupes humains qui habitent les terroirs du Nord. C'est sur ces fractures très locales entre maîtres et sujets, dominants et dominés, anciens et modernes que Malam Dicko a bâti sa popularité.

La résolution définitive de la crise dépendra en partie de la stabilisation du Mali ainsi que de la mise en place par le gouvernement et ses partenaires de plans efficaces de développement. Mais elle viendra aussi et surtout de la création de nouveaux équilibres sociaux et d'un règlement par les populations locales de leurs divisions actuelles. Partant de ce constat, le gouvernement pourrait mieux prendre en compte les aspects suivants afin de s'attaquer à la crise :

- ❑ **Développer des réponses qui tiennent compte des dimensions sociales et locales de la crise.** Tant que l'ordre social local continuera à produire des frustrations et des conflits, il sera difficile de trouver un règlement définitif de la crise. L'action de l'Etat est toutefois limitée dans ce domaine, car il n'a pas vocation à modifier une organisation sociale qui prévaut depuis des siècles. C'est davantage aux acteurs locaux qu'incombe la tâche de réflexion et de production de solutions adaptées aux spécificités locales, l'Etat et les partenaires internationaux pouvant au mieux stimuler des initiatives de dialogue entre communautés ou générations.
- ❑ **Réduire le fossé entre, d'une part, les forces de sécurité et les autorités étatiques et, d'autre part, la population.** Plusieurs mesures peuvent y contribuer : améliorer le renseignement humain et mieux protéger les informateurs ; encourager le recrutement de Peul dans les forces de sécurité et la fonction publique (sans pour autant imposer de quotas) ; renforcer les activités civilo-militaires ; favoriser l'affectation dans la région du Sahel de fonctionnaires et de membres des forces de sécurité parlant le fulfuldé (la langue peul) ; et sanctionner plus sévèrement les comportements abusifs.
- ❑ **Mettre davantage l'accent, dans le programme d'urgence pour la région du Sahel – le volet développement de l'action gouvernementale –, sur la promotion de l'élevage, l'amélioration de la justice et la lutte contre la corruption.** Soutenir l'élevage, s'attaquer aux dysfonctionnements dont souffre le système judiciaire et au fléau de la corruption dans l'administration contribuerait à réduire les perceptions négatives de l'Etat en montrant qu'il peut être utile pour ses habitants.
- ❑ **Œuvrer, à long terme, au renforcement de la coopération judiciaire et policière entre le Mali et le Burkina,** afin de faciliter la conduite d'enquêtes qui ont des ramifications dans ces deux pays, la gestion des prisonniers et des suspects et leur comparution devant la justice.

Ouagadougou/Dakar, 12 octobre 2017

Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad

I. Introduction

En 2015, le Burkina entre dans la catégorie des pays sahéliens victimes des groupes armés et criminels basés essentiellement au Mali, mais opérant dans plusieurs pays de la région. Au nord du pays, la région du Sahel, frontalière du Mali et du Niger, est la zone la plus touchée par les attaques. Pourtant, il faudra l'attaque de Nassoumbou, dans la province du Soum, en décembre 2016 pour que les autorités burkinabè prennent enfin conscience que la crise ne relève pas d'un problème exclusivement malien, mais également de dynamiques endogènes.¹ Ce rapport se focalise sur la province du Soum, épice de conflit et lieu de naissance du groupe Ansarul Islam dirigé par Malam Ibrahim Dicko, mais il évoque aussi les autres provinces de la région du Sahel (l'Oudalan, le Séno et le Yagha) ainsi que les autres régions frontalières, qui sont également vulnérables.²

La province du Soum est majoritairement peuplée de Peul, second groupe ethnique du Burkina. D'après le recensement de 2006, dont les chiffres sont à prendre avec précaution, 56 pour cent des habitants de la région du Sahel ont pour langue maternelle le fulfuldé (la langue peul). Plusieurs interlocuteurs estiment que la proportion de Peul dans la région du Sahel avoisine les 70-75 pour cent.³ Le grand groupe ethnique peul est subdivisé principalement entre Peul issus des classes nobles et descendants d'esclaves, appelés Rimaibé. Les Rimaibé sont les descendants des populations autochtones qui ont été réduites en esclavage par les Peul et assimilées. Aujourd'hui, Peul et Rimaibé sont inclus dans le même grand groupe ethnique peul : ils partagent la même culture, la même langue et ont souvent des patronymes identiques. Le clivage reste néanmoins marqué : « chacun connaît sa place », comme le résume un représentant peul.⁴ Dans la province du Soum, les habitants autochtones, les Kurumba, aussi appelés Fulsé, sont minoritaires. Des Mossi (l'ethnie majoritaire au Burkina) et des membres d'autres groupes vivent également dans la province.

¹ La localité de Nassoumbou abrite une base d'un bataillon de lutte anti-terroriste de plusieurs centaines d'hommes.

² La partie nord du Burkina est composée de deux régions administratives : la région du Nord et la région du Sahel. Cette dernière est divisée en quatre provinces : le Soum, l'Oudalan, le Séno et le Yagha. Pour éviter la confusion, les termes « région du Sahel » ou « Sahel burkinabè » seront employés dans ce rapport pour désigner cette région administrative, tandis que l'expression « le Sahel » désignera la zone qui s'étend de la Mauritanie au Soudan. De même, « le Nord » désignera la partie nord du pays, tandis que « la région du Nord » désignera la région administrative.

³ Entretiens de Crisis Group, habitant du Soum, Ouagadougou, mai 2017 ; autorités locales, Djibo, mai 2017. « Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) 2006. Analyse des résultats définitifs. Thème 2 : Etat et structure de la population », Institut national de la statistique et de la démographie, octobre 2009 (www.bit.ly/2rVIK4D).

⁴ Entretien de Crisis Group, représentant peul, Ouagadougou, mai 2017.

L'histoire pré-coloniale de la région du Sahel explique son organisation socio-politique actuelle.⁵ Entre les XV^{ème} et XVIII^{ème} siècles, l'arrivée des éleveurs peul originaires du delta intérieur du Niger conduit à l'éviction des agriculteurs sédentaires du pouvoir et à l'établissement de la domination peul. Cela aboutit à la création d'une organisation sociale hiérarchisée entre nobles et familles princières, familles maraboutiques, artisans, forgerons, tisserands, griots, descendants d'esclaves, etc.⁶ Les Peul ne parviennent jamais à former une entité politique unique,⁷ mais ils utilisent l'islam comme outil d'émancipation par rapport aux peuples sédentaires animistes. Ceci rappelle la situation actuelle où des groupes majoritairement peul entrent en lutte armée contre un pouvoir central dominé par les Bambara au Mali et par les Mossi au Burkina. L'enjeu actuel de la révolte sociale dans la province du Soum n'est donc pas la restauration d'un Empire du Macina dont ils n'ont jamais fait partie, ou d'un royaume du Jelgooji qui n'a jamais existé en tant qu'entité politique unifiée, mais plutôt la poursuite sous d'autres formes des luttes passées et un reflet des divisions qui ont agité la province à travers l'histoire.

Ce rapport, qui s'inscrit dans la continuité des travaux de Crisis Group sur les réponses à apporter à la montée de l'extrémisme violent, analyse les causes profondes d'une crise qui trouve ses racines dans un ordre social figé et inégalitaire.⁸ Il souligne la nécessité d'apporter une réponse qui ne soit pas seulement militaire et qui s'inscrive dans la durée et tienne compte des dimensions sociales. Il fournit également une évaluation de la réponse militaire mise en œuvre depuis le début de l'année 2017. Malgré les opérations militaires et la reprise en main de la situation, les autorités et leurs partenaires devraient avoir le triomphe modeste : les attaques continuent, et quand bien même Malam serait mort, les groupes jihadistes savent, mieux que les armées qui les combattent, s'adapter à une nouvelle donne. Ce travail repose sur une cinquantaine d'entretiens avec des forces de sécurité, des autorités locales et nationales, des membres du gouvernement et de l'opposition, des représentants de la société civile, des chercheurs et des habitants de la province du Soum. Ces entretiens ont été menés principalement en janvier et en mai 2017 à Ouagadougou et à Djibo.

⁵ Voir les travaux du Professeur Hamidou Diallo, « Le foyer de Wuro-Saba au Jelgooji (Burkina Faso) et la quête d'une suprématie islamique (1858-2000) », in Muriel Gomez-Perez, *Islam politique au Sud du Sahara. Identités, discours et enjeux* (2009), p. 401 ; et « Naissance et évolution des pouvoirs peuls au Sahel burkinabè (Jelgooji, Liptaako et Yaaga) du XVIII^e à la fin du XIX^e », dans Hamidou Diallo, Moussa Willy Bantenga, *Le Burkina Faso passé et présent* (2015), p. 97-114. Entretiens de Crisis Group, historien, Ouagadougou, janvier et mai 2017.

⁶ Il existe des rivalités entre grandes familles maraboutiques. Les Cissé, considérés comme les détenteurs authentiques et légitimes de l'autorité religieuse, et les Doukouré, des Marka venus du Mali à l'époque coloniale, appartiennent à deux branches rivales de la confrérie Tijanyia. Entretiens de Crisis Group, historien, ancien haut fonctionnaire, Ouagadougou, mai 2017. Jean-Louis Triaud, David Robinson, *La Tijâniyya : une confrérie musulmane à la conquête de l'Afrique* (Paris, 2005).

⁷ La région est divisée entre émirats du Liptako, du Yagha et du Jelgooji. Ce dernier, qui correspond à la province du Soum, était lui-même divisé entre chefferies de Djibo et de Baraboulé.

⁸ Pour les travaux précédents de Crisis Group sur le jihadisme, voir notamment le rapport spécial de Crisis Group N°1, *Exploiter le chaos : l'Etat islamique et al-Qaeda*, 14 mars 2016.

II. Les racines sociales de la crise

A. Malam Ibrahim Dicko, de la radio au jihad

La crise du Soum s'articule autour d'une figure de la région, fondateur d'Ansarul Islam, Malam Ibrahim Dicko. De son vrai nom Boureima Dicko, issu d'une famille de marabouts et originaire de la localité de Soboulé, dans la province du Soum, il est (ou était) âgé d'une quarantaine d'années. Malam, dont la santé est fragile, étudie à l'école classique et à l'école coranique au Burkina et au Mali, puis il enseigne au Niger.⁹ En 2009, il commence à prêcher dans de nombreux villages du Soum, où il établit des représentations locales,¹⁰ ainsi que dans deux radios très connues, La Voix du Soum et La radio lutte contre la désertification (LRCD). Il prêche dans une mosquée du vendredi à Djibo, aujourd'hui fermée.¹¹

En 2012, son association, al-Irchad, est officiellement reconnue par les autorités.¹² Malam est écouté dans toute la province, notamment grâce à ses talents d'orateur et à son discours contestataire (voir section II.B).¹³ Il finance facilement la diffusion radiophonique quasi quotidienne de ses prêches, ce qui suppose une aide financière extérieure.¹⁴ Le gouvernement de transition au Burkina bloque les financements dédiés à la construction de plusieurs mosquées, ce qui alimente la rancœur de Malam et ses adeptes envers les fils de marabouts et les princes du Soum, accusés de jouer de leur influence à Ouagadougou pour empêcher la construction de mosquées liées à al-Irchad.¹⁵

Le caractère radical du discours de Malam conduit les autorités locales, coutumières et religieuses à tirer la sonnette d'alarme, mais aucune action préventive n'est véritablement entreprise.¹⁶ Malam aurait un temps été sous la surveillance des services de sécurité du régime de Blaise Compaoré, mais ils ont pu perdre sa trace à la suite de la déstabilisation de l'appareil sécuritaire provoquée par la chute du

⁹ D'après un de ses anciens camarades, Malam est un enfant chétif et désœuvré, incapable d'exécuter les corvées physiques. Il est également diabétique. « Malam » signifie « marabout » en langue hausa. Entretiens de Crisis Group, ancien élu, représentant peul, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

¹⁰ Entretien de Crisis Group, ancien élu, Ouagadougou, mai 2017.

¹¹ Entretiens de Crisis Group, acteur humanitaire, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

¹² « Comment est né Ansarul Islam, premier groupe djihadiste de l'Histoire du Burkina Faso », *Le Monde*, 11 avril 2017.

¹³ Entretiens de Crisis Group, député, ancien élu, acteur humanitaire, représentant peul, Ouagadougou, mai 2017.

¹⁴ Entretien de Crisis Group, ancien élu, Ouagadougou, mai 2017. Dans certaines radios commerciales burkinabè, on peut acheter du temps d'antenne.

¹⁵ Entretiens de Crisis Group, représentant peul, membre de l'opposition, Ouagadougou, mai 2017.

¹⁶ Entretien de Crisis Group, ancien fonctionnaire, Ouagadougou, janvier 2017 ; ancien élu, Ouagadougou, mai 2017. Un rapport de l'Union européenne publié en septembre 2016 cite un certain « Malam Ibrahim » comme un prêcheur radical connu dans la province du Soum. « Facteurs et acteurs de la radicalisation dans les zones frontalières au Burkina Faso », Programme de l'Union européenne de prévention régionale contre l'extrémisme violent dans le Sahel et le Maghreb (PPREV-UE).

régime.¹⁷ Il est arrêté en septembre 2013 à Tessalit, dans le Nord du Mali, par l'opération française Serval, avec une importante somme en euros d'après certaines sources.¹⁸ Après un passage en prison à Bamako, il est relâché courant 2015.¹⁹ Il aurait rencontré au Mali son mentor Hamadou Koufa, le chef du Front de libération du Macina, un groupe armé opérant dans le centre du Mali, courant 2015.²⁰

Au début de l'année 2016, l'émir de Djibo et le grand imam, dont Malam a épousé la fille, le désavouent.²¹ Il répudie ensuite sa femme et prend le maquis, perdant alors la plupart de ses adeptes. Seul un cercle restreint de fidèles le suit pour aller s'entraîner au Mali.²² Il cherche alors à éliminer ses anciens camarades.²³ L'action d'Ansarul Islam est fortement imprégnée d'une logique de règlements de comptes, ce qui fait craindre à un élu local que le « cycle de vengeance » ne s'installe dans la durée.²⁴ L'attaque du poste militaire de Nassoumbou le 16 décembre 2016, qui aurait été menée par Ansarul Islam et l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et qui a coûté la vie à douze soldats burkinabè, permet à Ansarul Islam d'officialiser son existence.²⁵

En juin 2017, une publication d'une page Facebook non authentifiée se revendiquant d'Ansarul Islam affirme que Jafar Dicko, qui serait le frère cadet de Malam, prend sa succession à la tête du mouvement. Cette information corrobore le sentiment des sources sécuritaires burkinabè, selon lesquelles Malam aurait été blessé lors des offensives militaires du printemps et il aurait succombé à ses blessures. En l'absence de preuve formelle ou d'infirmité ou de confirmation par Ansarul Islam, le doute subsiste.

¹⁷ Entretien de Crisis Group, cadre de l'ancien régime, Ouagadougou, mai 2017. Andrew Mc Gregor, « Islamist Insurgency in Burkina Faso: A Profile of Malam Ibrahim Dicko », Aberfoyle International Security, 30 avril 2017.

¹⁸ « Qui est l'imam Ibrahim Dicko, la nouvelle terreur du nord du Burkina ? », *Jeune Afrique*, 9 janvier 2017. Une source sécuritaire évoque la somme de 9 000 euros. Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, représentant peul, Ouagadougou, mai 2017.

¹⁹ Plusieurs hypothèses circulent quant aux raisons de sa libération : la justice malienne aurait été corrompue ; il aurait été libéré car il était malade ; des responsables politiques influents seraient intervenus pour sa libération. Entretien de Crisis Group, ancien fonctionnaire, Ouagadougou, janvier 2017 ; représentant peul, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

²⁰ Andrew Mc Gregor, op. cit.

²¹ Entretien de Crisis Group, représentant peul, acteur humanitaire, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

²² Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Ouagadougou, élu local, Djibo, mai 2017. Fin 2016, des rumeurs circulent selon lesquelles le groupe de Malam propose 70 000 francs CFA (107 euros) par semaine pour venir s'entraîner au Mali. Le salaire minimum au Burkina Faso est de 33 000 francs CFA par mois (50 euros). Entretien de Crisis Group, représentant peul, Ouagadougou, mai 2017.

²³ Il fait assassiner entre autres son ancien bras droit, Hamadou Tamboura, alias Hamadou Boly. Entretien de Crisis Group, élu local, représentants de la société civile, Djibo, mai 2017.

²⁴ Entretien de Crisis Group, élu local, Djibo, mai 2017.

²⁵ Officiellement adoubé par l'Etat islamique fin 2016, l'EIGS, opérant essentiellement dans la zone des trois frontières (Mali, Burkina, Niger) appelée Liptako-Gourma, est dirigé par Adnan Abu Walid al-Sahraoui, ancien membre dissident d'al-Mourabitoune. Ses liens avec Ansarul Islam ne sont pas clairs mais des sources sécuritaires burkinabè estiment que les deux groupes ont mené conjointement l'attaque de Nassoumbou.

B. *La contestation d'un ordre social figé et inégalitaire*

Que Malam soit mort ou vivant, ses idées et son discours de contestation se sont répandus et installés dans la province. Il dénonce tout d'abord l'enrichissement des familles maraboutiques, qui utilisent leur statut de seules détentrices de l'autorité religieuse pour extorquer de l'argent à la population. Cette contestation reflète le clivage entre les familles maraboutiques traditionnelles, qui ont une légitimité historique et au sein desquelles l'imamat se transmet de manière héréditaire, et une nouvelle génération d'érudits musulmans, qui estiment que l'autorité religieuse ne doit plus être l'apanage d'une minorité. Malam conteste ainsi le fait que seuls les imams issus de ces familles sont habilités à diriger la prière ou à donner des avis en matière de religion, d'autant plus qu'ils n'ont pas toujours les connaissances requises. La maîtrise de l'arabe confère à cette nouvelle génération d'érudits une crédibilité aux yeux de la population. Malam dénonce aussi la toute-puissance des chefferies coutumières.²⁶

Cette contestation de l'ordre établi entraîne la remise en cause de pratiques traditionnelles qui, d'après Malam, ne sont pas prescrites par l'islam, telles que le don d'argent aux marabouts lors de cérémonies, la dot ou l'organisation de fêtes coûteuses pour célébrer mariages et baptêmes. Un mariage peut coûter jusqu'à 500 000 francs CFA (760 euros), soit dix fois plus que le salaire minimum mensuel en ville.²⁷ Cette rhétorique suscite l'adhésion des plus modestes, car elle leur retire un fardeau financier. Malam conteste également les rapports hiérarchiques entre les descendants de maîtres, les Peul, et les descendants d'esclaves, les Rimaibé. Si l'esclavage a été aboli lors de la colonisation, le clivage reste marqué entre ces deux groupes.

Pour justifier son discours contestataire, Malam affirme que celui-ci est en adéquation avec un islam pur, non perverti par les traditions. Il dénonce par exemple les inégalités sociales comme étant contraires à l'islam. L'islam sert alors à contester un ordre social figé et inégalitaire et des pratiques qui ne sont plus en adéquation avec les aspirations de la population. Dans cette région, la religion musulmane est davantage présente en tant que tradition qu'en tant que pratique religieuse per se. Il n'est pas rare de trouver des princes qui consomment de l'alcool et il est interdit de se saluer en disant « salam aleikoum » dans la cour des chefs.²⁸

S'il est composé majoritairement de Peul et de Rimaibé, le mouvement de Malam ne comporte pas une forte dimension ethnique. Son discours mentionne certes la nécessité pour les Peul de se défendre face aux trop nombreuses vexations qu'ils ont subies, bien qu'il ne le dise pas ouvertement dans ses prêches. Mais lorsqu'il prône l'égalité entre Peul et Rimaibé, il cherche à gommer les clivages ethniques.²⁹ De plus, il n'y aurait pas que des Peul et des Rimaibé dans son mouvement.³⁰ La

²⁶ Entretiens de Crisis Group, historien, ancien ministre, habitant du Soum, représentant peul, ancien élu, Ouagadougou, mai 2017 ; autorités locales, représentants politiques, Djibo, mai 2017.

²⁷ Entretien de Crisis Group, ancien élu, Ouagadougou, mai 2017.

²⁸ Entretiens de Crisis Group, représentant peul, ancien haut fonctionnaire, Ouagadougou, mai 2017.

²⁹ Entretiens de Crisis Group, représentant peul, ancien élu, Ouagadougou, mai 2017.

³⁰ Il y aurait aussi des Songhai, des Mossi et des Fulsé. Un représentant peul raconte que des assaillants associés à Malam parleraient mooré, langue que peu de Peul du Sahel burkinabè

plupart de ses adhérents sont Peul et Rimaibé avant tout car ses prêches sont en fulfuldé et la majorité des habitants du Sahel burkinabè sont issus de ces communautés, toutes deux fulanophones. Malam affirme également que « nous sommes les Rimaibé des Blancs », ce qui révèle une dimension anti-occidentale peu surprenante.³¹

Dès 2009-2010, le discours de Malam rencontre un écho considérable dans toute la province du Soum. Anecdote révélatrice de son succès, un ancien élu de la province raconte qu'un militant de son parti suggère un jour de reporter leur réunion, car « c'est l'heure d'écouter Malam ».³² Malam perd ensuite la plupart de ses adeptes lorsqu'il bascule dans la violence,³³ ce qui suggère que si son discours a du succès, peu de gens pensent que la solution passe par les armes. Certaines de ses idées sont désormais bien implantées dans la province du Soum. Depuis peu, il est par exemple rare de célébrer un mariage en organisant une fête dansante avec flûtes et percussions comme le veut la tradition peul.³⁴

Son discours séduit particulièrement la jeunesse et les cadets sociaux puisque Malam se place en « défenseur des pauvres » et en « libérateur » pour alléger le poids de traditions perçues comme archaïques et contraignantes.³⁵ En toute logique, les Rimaibé, basse couche de la société peul du Soum, sont très sensibles à son discours prônant l'égalité.³⁶ Son succès reflète un clivage générationnel entre les anciens, généralement enclins à préserver la tradition, et les jeunes, prompts à bousculer le statu quo pour trouver leur place. Le même ancien élu raconte que lors d'une célébration de la Tabaski, un jeune proche de Malam critique la pratique habituelle selon laquelle l'imam doit d'abord sacrifier son mouton avant que chacun puisse en faire de même. Des proches de l'imam lui rétorquent qu'il n'est qu'un « petit » qui ne peut se permettre de parler ainsi à l'imam.³⁷

Parmi les adeptes de Malam lorsqu'il est à la tête de l'association al-Irchad se trouvent également des fonctionnaires, notamment des enseignants. Al-Irchad a aidé certains d'entre eux à solder leurs prêts, car ceux-ci sont contraires à l'islam.³⁸ Par ailleurs, des enseignants seraient impliqués dans la contrebande de produits illicites, ce qui expliquerait la volonté d'Ansarul Islam de les éliminer pour éviter qu'ils ne dénoncent leurs anciens camarades.³⁹ Tout ceci nourrit l'impression qu'Ansarul Islam cible l'école. Or, si quelques écoles ont effectivement été menacées (sans revendication toutefois), les attaques contre les enseignants semblent obéir davantage à une logique de représailles contre d'anciens camarades (et potentiels

maitrisent correctement. L'enseignant assassiné en mars 2017, Salif Badini, un Fulsé, était un ancien du groupe de Malam. Entretiens de Crisis Group, journaliste, diplomates, Ouagadougou, mai 2017.

³¹ Entretien de Crisis Group, représentant peul, Ouagadougou, mai 2017.

³² Entretien de Crisis Group, ancien élu, Ouagadougou, mai 2017.

³³ Entretiens de Crisis Group, autorités locales, représentants politiques, Djibo, ancien élu, Ouagadougou, mai 2017.

³⁴ Entretiens de Crisis Group, ancien élu, marabout, représentant peul, Ouagadougou, mai 2017.

³⁵ Entretiens de Crisis Group, député, représentant peul, ancien élu, marabout, Ouagadougou, élu local, Djibo, mai 2017.

³⁶ Entretiens de Crisis Group, autorités locales, élus locaux, Djibo, mai 2017 ; marabouts rimaibé, Ouagadougou, mai 2017.

³⁷ Entretien de Crisis Group, ancien élu, Ouagadougou, mai 2017.

³⁸ Entretiens de Crisis Group, autorité locale, élu local, fonctionnaires, Djibo, mai 2017.

³⁹ Entretien de Crisis Group, haut fonctionnaire, Ouagadougou, mai 2017.

informateurs auprès des forces de sécurité) qu'à une volonté délibérée d'attaquer l'école occidentale.⁴⁰ L'enseignant assassiné début mars 2017, Salif Badini, était un ancien membre d'al-Irchad et il serait devenu un informateur des forces de sécurité.⁴¹

Le phénomène Ansarul Islam est donc un produit des réalités sociopolitiques et culturelles de la province du Soum. Il reflète les doléances de la majorité silencieuse de la population qui ne détient ni le pouvoir politique, ni l'autorité religieuse. Il ne s'agit donc pas d'une contestation islamiste de la modernité, mais bien d'un rejet de traditions qui perpétuent une société figée productrice de frustrations. Ce phénomène au fort ancrage local semble ensuite avoir été récupéré par des groupes actifs au Mali voisin, ce qui lui donne des ramifications régionales.

C. *Un rapport distant à l'Etat*

La perception d'un Etat distant, incapable de fournir des services, explique aussi l'essor du mouvement de Malam. La population a le sentiment que la région du Sahel est délaissée par l'Etat et que ses potentialités économiques ne sont pas mises en valeur. Pourtant, en matière de taux de pauvreté individuelle, le Sahel burkinabè est la deuxième région la moins pauvre du Burkina.⁴² C'est d'ailleurs l'existence de richesses agricoles, pastorales et minières qui, par son contraste avec le sous-développement, crée de la frustration.

Faiblesse des infrastructures, routières en particulier, nombre limité de centres de santé et d'écoles, manque d'eau et d'électricité : « tous les indicateurs sont au rouge ».⁴³ La sécheresse et la faible profondeur des nappes phréatiques mettent en difficulté les principales activités de la région que sont l'agriculture et l'élevage.⁴⁴ Djibo, le chef-lieu de la province, abrite le plus grand marché à bétail du pays, mais la ville attend toujours le bitume.⁴⁵ Le boom minier montre aux populations que les richesses dont regorge leur sous-sol sont exploitées par des étrangers sans qu'aucun bénéfice ne leur revienne.⁴⁶ La demande de plusieurs interlocuteurs à Djibo d'ériger

⁴⁰ Entretiens de Crisis Group, haut fonctionnaire, Ouagadougou, fonctionnaire, Djibo, mai 2017.

⁴¹ Entretiens de Crisis Group, haut fonctionnaire, journaliste, diplomate, Ouagadougou, mai 2017.

⁴² La région du Sahel a un taux de pauvreté de 21 pour cent, contre 40 pour cent au niveau national. « Profil de pauvreté et d'inégalités. Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014 », Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), novembre 2015, p. 30, <http://bit.ly/2qFvrSj>.

⁴³ Entretiens de Crisis Group, acteur humanitaire, Ouagadougou, opérateurs économiques, Djibo, mai 2017. En 2014, la région du Sahel était classée dernière du Burkina en matière d'accès aux services de base en moins de 30 minutes. Le taux de scolarisation primaire est le plus faible de tout le pays, avec 32,7 pour cent, contre 73,9 pour cent au niveau national. « La région du Sahel en chiffres », ministère de l'Economie et des Finances, Direction régionale du Sahel, 2015, www.cns.bf/IMG/pdf/sahel_en_chiffres_2014.pdf.

⁴⁴ Beaucoup d'éleveurs sont contraints de migrer, d'autres ont perdu leurs animaux et sont employés comme gardiens de bétail, ce qui représente une régression sociale qui crée des frustrations. Entretiens de Crisis Group, source sécuritaire, membre de l'opposition, représentant peul, ancien ministre, Ouagadougou, mai 2017.

⁴⁵ Le bitume s'arrête à Koungoussi. En raison du mauvais état de la piste, il faut parfois plus de quatre heures pour parcourir le tronçon Koungoussi-Djibo (95 kilomètres). Les travaux de bitumage sont en cours et devraient être achevés fin 2018. Les financements du projet de bitumage auraient précédemment été détournés à plusieurs reprises. Entretien de Crisis Group, autorité locale, Djibo, mai 2017 ; courriel de Crisis Group, représentant peul, mai 2017.

⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, député, Ouagadougou, juin 2016 ; autorité coutumière, Djibo, mai 2017.

la province du Soum en région administrative afin de favoriser le désenclavement est révélatrice de ce sentiment d'abandon par l'Etat.⁴⁷ Ces difficultés sont aggravées par la crise humanitaire provoquée par la montée de l'insécurité.

Les populations de la région burkinabè du Sahel ont une vision négative de l'Etat. Comme le résume un ancien élu, « les gens ont tellement peur des autorités ». Ils perçoivent l'Etat comme une entité chargée non pas de servir, mais de se servir, parfois en usant de la force.⁴⁸ Historiquement réticents à envoyer leurs enfants à l'école dite française, il est souvent plus difficile pour les Peul de naviguer à travers un système administratif calqué sur le modèle français, et de connaître et revendiquer leurs droits. Peu de fonctionnaires et de forces de sécurité envoyés dans la région du Sahel maîtrisent le fulfuldé (la langue peul). Cette barrière linguistique creuse le fossé entre l'administration et les administrés. Des habitants du Soum soulignent la difficulté d'obtenir des documents d'état civil ou l'incapacité des autorités à aider les bergers victimes de vol de bétail.⁴⁹ Si les fonctionnaires ont longtemps perçu leur affectation dans le Sahel burkinabè comme une sanction, beaucoup se sont enrichis grâce aux trafics, à la corruption et au racket.⁵⁰

Au-delà de la seule région du Sahel, il existe chez les Peul, présents dans tout le Burkina, un sentiment de victimisation. Des membres de la communauté se plaignent d'être sous-représentés parmi l'élite politique et administrative, et déplorent le fait que, selon eux, les institutions de l'Etat (justice, administration, forces de sécurité) favorisent les autres communautés en cas de conflit.⁵¹

Ce rapport difficile à l'Etat complique la lutte contre Ansarul Islam. Les forces de sécurité éprouvaient au départ toutes les difficultés à obtenir la collaboration de la population, soit parce que certains sont des sympathisants du mouvement, soit parce qu'elle se refuse à dénoncer un fils du terroir, ou enfin parce qu'Ansarul Islam a instauré un climat de terreur. Le renforcement de la présence militaire a quelque peu rassuré, et plusieurs interlocuteurs affirment que la collaboration entre forces de sécurité et population s'améliore tout doucement. Les forces de sécurité se font par exemple plus discrètes lorsqu'elles entrent en contact avec leurs informateurs.⁵² La méfiance reste néanmoins de mise, et Ansarul Islam aurait encore des partisans dans les villages. Les forces de sécurité se plaignent toujours du manque d'adhésion et de coopération des populations.⁵³

Des craintes existent quant au comportement des forces de sécurité, craintes qui pourraient se multiplier avec le renforcement de la présence militaire. Des

⁴⁷ Entretien de Crisis Group, opérateurs économiques, représentants politiques, Djibo, mai 2017.

⁴⁸ Entretien de Crisis Group, ancien élu, Ouagadougou, mai 2017.

⁴⁹ Entretien de Crisis Group, opérateurs économiques, Djibo, représentant peul, Ouagadougou, mai 2017.

⁵⁰ Par exemple, un éleveur qui coupe une simple branche d'arbre dans une forêt protégée peut se voir infliger une amende de 50 000 francs CFA (76 euros), qui permet généralement d'enrichir les agents des eaux et forêts Entretien de Crisis Group, député, membre de l'opposition, Ouagadougou, représentants de la société civile, Djibo, mai 2017.

⁵¹ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, juin 2016 ; représentants peul, Ouagadougou, octobre 2016 ; membre de l'opposition, Ouagadougou, mai 2017.

⁵² Entretien de Crisis Group, autorités locales, Djibo, ancien élu, Ouagadougou, mai 2017.

⁵³ Entretien de Crisis Group, ancien élu, source sécuritaire, marabout, Ouagadougou, élu local, Djibo, mai 2017 ; entretien téléphonique, source sécuritaire, juin 2017.

interlocuteurs déplorent des arrestations arbitraires ou des mauvais traitements, qui peuvent renforcer le sentiment d'injustice et d'aliénation envers l'Etat.⁵⁴ Les forces de sécurité expliquent qu'elles arrêtent parfois tout un groupe pour éviter que ceux qui ne sont pas arrêtés soient perçus comme des informateurs et deviennent des cibles d'Ansarul Islam.⁵⁵ Que cela soit ou non avéré, il n'en demeure pas moins que les habitants du Soum se sentent stigmatisés et c'est cette perception qui constitue un réel danger.

D. *Une province frontalière du Mali particulièrement vulnérable*

La situation dans la province du Soum rappelle à certains égards ce qui se déroule dans le centre du Mali, pays avec lequel le Burkina partage une frontière de plus de 1 000 kilomètres. Le chef islamiste Hamadoun Kouffa et Malam Ibrahim Dicko, qui se connaissent, ont des trajectoires et des discours similaires. Tous deux ont prêché dans les villages et à la radio et critiquent l'ordre social, les élites locales et l'Etat.⁵⁶ La situation au Burkina est toutefois différente de celle qui prévaut au Mali. Les groupes radicaux au centre du Mali semblent recruter davantage chez les pasteurs nomades libres que chez les Rimaibé, et ils cherchent à élargir leur audience en diffusant des prêches dans d'autres langues que le fulfuldé. La crise dans la province du Soum est restée, jusqu'à présent, de faible intensité. S'il a instauré un climat de terreur, Ansarul Islam n'est pas parvenu à faire basculer toute la province dans la violence généralisée. La propension des Burkinabè du Soum à prendre les armes semble pour le moment limitée.

Il y a eu plusieurs tentatives d'implantation de cellules terroristes au Burkina. A l'Ouest, dans la zone où a eu lieu l'attaque de Samorogouan (région des Hauts-Bassins) en octobre 2015, la Katiba Ansar Dine Sud a essayé, sans succès, de créer une cellule. A l'Est, des éléments d'al-Mourabitoune, groupe né d'une dissidence d'al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) et dirigé par Mokhtar Belmokhtar, auraient tenté de s'implanter dans la forêt de la Tapoa. Mais parce qu'ils maîtrisent moins bien la forêt que le désert, et parce que la coopération militaire entre le Niger et le Burkina fonctionne mieux que celle entre le Mali et le Burkina (voir la section III. C.), ils ont échoué. Leur échec est aussi dû au fait que, contrairement à celles du Soum, les sociétés qui peuplent l'Est et l'Ouest du Burkina sont plus stables et ne sont pas prêtes à entrer en guerre.⁵⁷

⁵⁴ Entretiens de Crisis Group, ancien fonctionnaire, Ouagadougou, janvier 2017 ; représentant peul, source sécuritaire, acteur humanitaire, diplomate, Ouagadougou, mai 2017 ; élu local, religieux, Djibo, mai 2017. Un rapport de Human Rights Watch, qui dénonce des violations des droits humains commises par les forces de sécurité maliennes et burkinabè dans la lutte contre le jihadisme, confirme ces craintes. « Mali : Les opérations militaires donnent lieu à des abus », Human Rights Watch, 8 septembre 2017.

⁵⁵ Entretien de Crisis Group, élu local, Djibo, mai 2017.

⁵⁶ Sur le centre du Mali, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°238, *Mali central : la fabrique d'une insurrection*, 6 juillet 2016.

⁵⁷ Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, janvier 2017. Al-Mourabitoune est né d'une alliance entre la Brigade des Enturbannés, une dissidence d'al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) menée par Mokhtar Belmokhtar, et une partie du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) en 2013. Fin 2015, al-Mourabitoune rejoint AQMI et en

Il est faux de percevoir la situation dans le Nord du Burkina comme une extension du conflit malien, même si celui-ci rend plus disponibles les armes de guerre et offre une base de repli aux hommes d'Ansarul Islam. La crise dans le Soum n'est pas le simple miroir de la situation au centre du Mali. Elle relève avant tout d'une forte dynamique endogène. Plusieurs facteurs de vulnérabilité expliquent pourquoi cette province est, de loin, la plus affectée du Burkina Faso.

Dans le Soum, les autorités coutumières et religieuses ne se sont pas autant impliquées dans la lutte contre le radicalisme.⁵⁸ Contrairement à la province voisine du Séno, le Soum comprend moins d'intellectuels et d'érudits musulmans capables de combattre les idées qui encouragent la violence ou l'intolérance.⁵⁹ L'absence d'un pouvoir coutumier central, les fortes rivalités entre les trois chefferies (Djibo, Baraboulé et Tongomayel) et leur politisation compliquent davantage leur rôle.⁶⁰ L'absence d'un contre-discours et l'affaiblissement des responsables religieux et coutumiers permettent à la rhétorique de Malam de gagner du terrain.

La province du Soum souffre particulièrement du manque de développement et d'infrastructures. En comparaison, Dori, capitale de la province du Séno, a reçu plus d'investissements parce qu'elle est le chef-lieu de la région et que la fête nationale du 11 Décembre y a été célébrée en 2013. Dori dispose d'un centre hospitalier régional, alors que l'enlèvement de Ken Elliot, un médecin australo-burkinabè réputé, en janvier 2016 a réduit l'offre de soins à Djibo.⁶¹ Enfin, Djibo est plus proche de la frontière malienne (environ 60 kilomètres) que ne l'est Dori (environ 160 kilomètres). Le Soum manque également de figures politiques d'envergure nationale issues de la province, tandis que le Séno a longtemps rayonné grâce au charisme de l'ancien maire de Dori, feu Hama Arba Diallo.

Des raisons historiques expliquent également la vulnérabilité de la province du Soum. Le clivage entre Peul et Rimaibé y étant davantage marqué que dans les provinces voisines du Séno et du Yagha, la contestation des inégalités sociales y rencontre logiquement un écho plus important. Les émirats du Séno et du Yagha étaient plus homogènes que celui du Jelgooji (l'actuel Soum), traversé par des divisions entre familles et chefferies. Dans ces deux émirats, la pénétration plus ancienne de l'islam lui permet de mieux résister aux influences extérieures.⁶² La géographie compte également : il est plus difficile de se cacher dans les grandes plaines du Séno et du Yagha que dans la forêt située entre Djibo et la frontière malienne. Enfin, la prévalence de l'animisme à l'Est et à l'Ouest du Burkina, alors que la région du Sahel est islamisée à 95 pour cent, peut également expliquer pourquoi un discours qui utilise l'islam comme outil de contestation trouve davantage d'écho dans le Sahel burkinabè.

2017, les deux groupes s'allient à d'autres pour former le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Voir Marc Mémier, « AQMI et Al-Mourabitoun, le djihad sahélien réuni ? », Etudes de l'Institut français des relations internationales (Ifri), janvier 2017.

⁵⁸ Entretien de Crisis Group, représentants politiques, Djibo, mai 2017.

⁵⁹ Entretien de Crisis Group, historien, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

⁶⁰ Le frère de l'émir de Djibo est le député-maire de la ville, Oumarou Dicko. Entretien de Crisis Group, ancien fonctionnaire, historien, acteur humanitaire, Ouagadougou, mai 2017.

⁶¹ Entretien de Crisis Group, autorités locales, Djibo, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

⁶² Entretien de Crisis Group, historien, Ouagadougou, mai 2017.

III. Un effort militaire considérable

Fin 2016 et début 2017, les attaques dans la province du Soum se sont multipliées, au point que l'Etat semblait en passe de perdre une partie du Nord. Depuis le printemps 2017, les forces de sécurité ont amorcé une reprise en main, mais la menace n'a pas été éradiquée, comme le montre la persistance des assassinats ciblés et la multiplication des attaques (voir la chronologie en annexe C). La lente et difficile recomposition de l'appareil sécuritaire à la suite de la chute du régime Compaoré explique les difficultés à fournir une réponse adéquate. Le renforcement de la coopération régionale est un élément essentiel de cette réponse.

A. *Le Sahel burkinabè sous la menace*

Au printemps 2017, le renforcement de la présence militaire au Nord et les opérations menées avec le Mali et les forces françaises de l'opération Barkhane permettent à l'armée burkinabè de reprendre l'ascendant et de rassurer quelque peu les populations.⁶³ Les visites dans la région de plusieurs ministres envoient un signal fort que l'Etat ne se retire pas. Même l'opposition reconnaît des « avancées dans la lutte contre le terrorisme ». ⁶⁴ Mais il n'est pas évident pour les forces de sécurité de maintenir la pression et d'inscrire leur présence dans la durée.⁶⁵ La saison des pluies, qui entre juillet et octobre rend les routes impraticables et isole les populations, n'a pas entraîné l'accalmie que certains observateurs attendaient.

Il ne faut pas sous-estimer la capacité des groupes jihadistes à se reconstituer, à remplacer un chef défunt et à élaborer de nouvelles stratégies et de nouveaux modes d'action.⁶⁶ Même si Ansarul Islam est affaibli, il peut encore disposer d'un vivier de recrutement. Les membres restants pourraient être encore plus déterminés. La possible mort de leur fondateur pourrait les galvaniser, les rendre plus violents et moins enclins au compromis. « Il faut faire attention à la façon dont on tue le monstre », comme le dit une source sécuritaire.⁶⁷ La peur et la menace demeurent, comme le montrent la multiplication des assassinats ciblés et des attaques, avec un

⁶³ Le Groupement des forces anti-terroristes (GFAT), devenu le Groupement des forces de sécurisation du Nord (GFSN), passe de 500 à 1 600 hommes. Les opérations Panga (Burkina, Mali, Barkhane) et Bayard (Barkhane) détruisent d'importants dépôts logistiques dans la forêt de Foulсарé et conduisent à des arrestations. Entretien de Crisis Group, diplomates, sources sécuritaires, acteur humanitaire, habitant du Soum, Ouagadougou, mai 2017 ; élu local, responsable religieux, Djibo, mai 2017. L'Opération Barkhane, composée de 4 000 militaires français, succède à l'opération Serval en juillet 2014. Basée à N'Djamena, au Tchad, elle lutte contre les groupes armés terroristes dans la bande saharо-sahélienne.

⁶⁴ Entretien de Crisis Group, membre de l'opposition, Ouagadougou, mai 2017.

⁶⁵ Une source sécuritaire affirme que « l'on sera dans ce boursier pendant un bout de temps », tandis qu'une autre reconnaît que « l'on a beaucoup à faire ». Entretien de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, mai 2017.

⁶⁶ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

⁶⁷ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

mode d'action inédit au Burkina : l'usage d'engins explosifs improvisés, utilisés pour la première fois en août 2017.⁶⁸

En outre, les effectifs supplémentaires envoyés dans le Soum sont autant de soldats en moins pour protéger les autres régions, et les attaques pourraient donc se déplacer. Les enlèvements de fonctionnaires en mai 2017 dans l'Oudalan et les attaques contre deux postes de gendarmerie à l'Ouest (Djibasso et Toéni) en septembre 2017 pourraient indiquer que la menace se déplace, ou que de nouveaux groupes pourraient profiter du fait que toute l'attention est concentrée sur le Soum pour frapper ailleurs.⁶⁹

Ansarul Islam est à la fois un mouvement local et un groupe qui entretient des liens, certes troubles, avec les jihadistes actifs dans le Sahel. Si Malam est (ou était) proche d'Hamadoun Kouffa, ses liens avec la nouvelle coalition affiliée à al-Qaeda et dirigée par Iyad ag Ghali, le Jamaat Nosrat al-Islam wal Muslimin, (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, GSIM), ne sont pas clairs. Certaines sources affirment qu'il aurait désavoué cette alliance, d'autres estiment que le GSIM n'aurait pas voulu de lui, car il n'était pas assez puissant.⁷⁰ Il y aurait eu des divergences entre Kouffa et Malam, parce que le premier aurait été jaloux de la montée en puissance de son « petit », et qu'il aurait désapprouvé les assassinats d'anciens camarades de Malam au nom de l'interdiction de tuer des musulmans.⁷¹ Une publication par une page Facebook attribuée à Ansarul Islam le 12 septembre 2017, dans laquelle Ansarul Islam dénonce la mort de musulmans dans l'attentat de Ouagadougou de mi-août 2017, laisse suggérer de fortes divergences entre Ansarul Islam et le GSIM. Cette information doit cependant être prise avec précaution, la page Facebook n'ayant pas été authentifiée.

Au début de l'année 2017, Malam semblait se rapprocher de l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), avec lequel il aurait mené l'attaque de Nassoumbou.⁷² Mais Ansarul Islam utilise le centre du Mali comme base arrière et doit nécessairement avoir des liens avec les groupes qui opèrent dans cette région.⁷³ Il est possible qu'Ansarul Islam évolue entre les deux pôles que sont le GSIM et l'EIGS, sans avoir fait de choix clair.

Ansarul Islam revendique rarement ses attaques et ne dispose pas d'un canal officiel de communication. Il est difficile de lui attribuer tous les incidents sécuritaires dans la région du Sahel. Le groupe n'a pas l'apanage de la violence. Banditisme et criminalité affectent également la région. L'insécurité est exacerbée par la circulation d'armes légères provenant de l'Algérie, de la Libye et du Mali, favorisée par les trafics qui transitent entre autres par Boulikessi, localité malienne proche de la frontière.⁷⁴

⁶⁸ Certains des individus assassinés en juillet étaient membres d'Ansarul Islam et recherchés par les forces de sécurité. « Meurtres dans le nord du Burkina : Ansarul Islam victime d'une guerre intestine ? », Radio France Internationale (RFI), 26 juillet 2017. « Burkina : Un véhicule de l'armée saute sur un engin explosif dans le Soum », Burkina 24 (www.burkina24.com), 23 septembre 2017.

⁶⁹ Le manque d'effectifs sera atténué par le retour du bataillon (environ 850 hommes) envoyé au Darfour. Entretiens de Crisis Group, diplomates, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

⁷⁰ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

⁷¹ Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, diplomates, Ouagadougou, mai 2017.

⁷² Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, janvier et mai 2017.

⁷³ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

⁷⁴ Entretien de Crisis Group, ancien fonctionnaire, Ouagadougou, mai 2017.

La somme de 300 000 francs CFA ou deux génisses permettent d'acquérir une kalachnikov.⁷⁵

La présence des Koglweogo, groupes d'autodéfense villageois présents dans de nombreuses localités du pays afin de lutter contre le banditisme, l'insécurité et le vol de bétail, suscite des craintes. Lorsqu'ils sont composés de natifs des villages où ils opèrent, leur présence ne semble pas poser de problèmes.⁷⁶ Mais des Koglweogo provenant d'autres régions du Burkina ont été chassés de Kerboulé (une localité qui abrite un site d'orpaillage à 60 kilomètres de Djibo) par des hommes armés (possiblement liés à Ansarul Islam).⁷⁷ Des affrontements entre Koglweogo et autres groupes armés ne sont pas à exclure. L'existence des Ruga, groupes d'éleveurs peul armés de fusils de chasse chargés de retrouver les troupeaux égarés ou volés, pourrait complexifier cette équation sécuritaire, même si rien ne permet pour l'instant de dire qu'ils constituent un risque particulier.⁷⁸

B. *Un appareil sécuritaire en recomposition*

Les troubles politiques qu'a connus le Burkina depuis la chute de Blaise Compaoré en octobre 2014 ont désorganisé l'appareil sécuritaire. La diplomatie Compaoré permettait de contenir de nombreux groupes armés hors du territoire burkinabè en faisant preuve de bienveillance à l'égard de certains d'entre eux. Le système de renseignement reposait davantage sur des hommes et leurs réseaux que sur des institutions. Créée en octobre 2015, l'Agence nationale du renseignement (ANR) est une « grosse machine [qui] n'a pas encore vraiment démarré », même si elle a commencé à centraliser le renseignement.⁷⁹ Le démantèlement du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), unité privilégiée de l'armée sous Compaoré, a également déstabilisé l'appareil sécuritaire.⁸⁰

A long terme, le principal défi pour les forces de sécurité burkinabè est de s'adapter aux nouvelles menaces. La guerre asymétrique contre des groupes armés non étatiques requiert des moyens et des stratégies bien différentes de la guerre conventionnelle. Les forces de sécurité sont davantage habituées à rester dans les casernes qu'à aller au combat, le Burkina n'ayant jamais mené de guerre contre un

⁷⁵ Entretiens de Crisis Group, élus locaux, Djibo, mai 2017.

⁷⁶ Il s'agit par exemple des localités de Pobe Mengao, Aribinda et Tongomayel. Entretien de Crisis Group, autorité coutumière, Djibo, mai 2017. Créés dans les années 1990 pour protéger l'environnement, les Koglweogo sont aujourd'hui des groupes d'autodéfense qui luttent contre l'insécurité et le banditisme. Depuis 2015, ils se sont multipliés et répandus principalement au centre, dans la région Nord, au Sud et à l'Est du Burkina.

⁷⁷ Entretiens de Crisis Group, autorités locales, élu local, Djibo, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

⁷⁸ D'après une source sécuritaire, des membres des Ruga auraient été arrêtés lors des opérations menées au printemps 2017. Entretien téléphonique de Crisis Group, source sécuritaire, juin 2017.

⁷⁹ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

⁸⁰ Les armes dont le RSP disposait n'ont pas toujours été correctement redistribuées. Une source sécuritaire raconte que lors de l'attentat de Ouagadougou en janvier 2016, les forces de sécurité burkinabè n'ont pas pu lancer l'assaut dans l'hôtel Splendid notamment car elles ne disposaient pas de lunettes de vision nocturne. Celles dont disposait le RSP ont été entreposées au lieu d'être distribuées aux unités qui en ont besoin. Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, janvier 2016.

autre pays (à part les deux brefs épisodes de conflit armé avec le Mali en 1974 et 1985), ni connu de conflit civil. Favoriser une culture de combat et de sacrifice, aux antipodes d'une « armée d'apparat », prendra forcément du temps.⁸¹ Les soldats burkinabè ont toutefois l'expérience du combat lors de déploiements en opérations extérieures dans des terrains parfois difficiles (Darfour, Nord-Mali).

Deux éléments qui font défaut et sont indispensables à la lutte contre les groupes armés sont les moyens aériens et le renseignement. Les avions de reconnaissance burkinabè, non armés, peuvent seulement signaler une menace ; dans une zone reculée, il faudra plusieurs heures de route pour atteindre le lieu donné. Des hélicoptères de combat sont également nécessaires. Mais au-delà de l'équipement, c'est surtout la formation qui est indispensable. Plus simplement, les forces armées déployées au Nord manquent de motos afin de pouvoir circuler en brousse avec la même aisance que leurs ennemis. Le renseignement humain, quant à lui, fait encore défaut. Tant que les forces armées n'infiltreront pas les populations, comme le font les groupes jihadistes, ces derniers conserveront un avantage.⁸²

En outre, les forces de sécurité burkinabè souffrent de problèmes plus anciens. Le clivage générationnel nuit à la cohésion : la troupe, jeune et mécontente de ses conditions matérielles, perçoit la hiérarchie comme ayant été compromise sous l'ancien régime, peu motivée pour sortir des bureaux climatisés et incapable de s'adapter aux nouvelles menaces. Les jeunes sous-officiers déplorent la faiblesse de la communication de l'état-major et son usage limité des nouvelles technologies, alors que la communication est un élément clé de la lutte contre le terrorisme.⁸³

La gestion des ressources humaines est une autre faiblesse : les officiers d'administration ne sont pas assez nombreux, les compétences manquent, créant des frustrations notamment en matière d'avancement.⁸⁴ La pyramide des grades est inversée : l'armée compte trop de colonels-majors et pas assez de sous-officiers.⁸⁵ Enfin, la rivalité historique entre police et gendarmerie nuit à leur efficacité. Ces deux corps sont déployés à la fois en milieux urbains et ruraux et leurs tâches se chevauchent.⁸⁶ Toutes ces défaillances, qui devront être réglées dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité, expliquent en partie la difficulté qu'éprouvent les forces de sécurité burkinabè à lutter efficacement contre Ansarul Islam.

C. *La coopération régionale et internationale*

S'adapter aux menaces transfrontalières implique de renforcer la coopération régionale et internationale. S'ils reconnaissent tous que l'aide de la France est indispensable, les militaires burkinabè souhaitent « se débrouiller seuls », car

⁸¹ Entretien de Crisis Group, diplomate, Ouagadougou, mai 2017.

⁸² Entretiens de Crisis Group, acteur humanitaire, sources sécuritaires, Ouagadougou, mai 2017.

⁸³ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

⁸⁴ Entretiens de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, janvier et mai 2017.

⁸⁵ Entretien de Crisis Group, diplomate, Ouagadougou, mai 2017.

⁸⁶ Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, janvier 2016, janvier et mai 2017. Les tensions entre policiers et gendarmes au sein du Groupement de sécurité et de protection républicaine (GSPR), chargé de la sécurité présidentielle, illustrent cette méfiance. « Burkina Faso : tensions entre policiers et gendarmes de la garde présidentielle », Africanews.fr, 7 août 2017.

« personne ne va mourir à [leur] place ». ⁸⁷ Une partie de l'opinion publique éprouve un sentiment de méfiance à l'égard de la France. Certains l'accusent de mener un double jeu vis-à-vis des groupes armés, notamment les Touareg du Nord-Mali. Il en résulte une volonté de diversifier les partenariats, en se tournant vers les Etats-Unis, l'Allemagne, la Russie ou l'Europe de l'Est.

La coopération régionale avec le Mali et le Niger a été renforcée. S'il a enfin été formalisé, le droit de poursuite peut poser problème en raison d'une communication parfois défaillante et de risques d'accrochage entre les armées. ⁸⁸ Les pays de la région, encouragés par la France, tentent surtout de renforcer la coopération régionale à travers le projet de force conjointe du G5 Sahel (Burkina, Mali, Niger, Tchad, Mauritanie). Cette force suscite cependant peu d'engouement de la part des officiers burkinabè. Il s'agit essentiellement de « réunions à n'en plus finir », selon une source sécuritaire. ⁸⁹ Les Burkinabè estiment que le Tchad et la Mauritanie sont trop loin pour être concernés par les mêmes menaces. ⁹⁰ En outre, le financement de la force n'est pas encore sécurisé. ⁹¹

La dynamique tripartite Burkina-Mali-Niger, qui se dessine avec le projet de déploiement d'une des trois composantes de la force du G5 dans la zone des trois frontières, appelée Liptako-Gourma, suscite quant à elle davantage d'optimisme. Les Burkinabè considèrent qu'il est plus efficace de travailler à trois qu'à cinq. La force sera déployée dans le Liptako-Gourma mais n'atteindra pas la province du Soum, qui reste un problème burkinabo-malien. ⁹²

Par ailleurs, les militaires burkinabè sont sceptiques quant à l'efficacité de la mission onusienne au Mali, la Minusma, car ils considèrent que son mandat est inadéquat. ⁹³ La création de la force conjointe du G5 pose la question de la coordination avec la Minusma, qui compte déjà plus de 15 000 soldats et policiers et coûte près d'un milliard de dollars par an. Cela fait courir le risque d'un enchevêtrement

⁸⁷ Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, janvier et mai 2017.

⁸⁸ La règle non écrite veut que l'armée voisine ne dépasse pas un rayon de 40 kilomètres au-delà de la frontière. Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, mai 2017.

⁸⁹ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017. Le projet de force conjointe du G5 Sahel a vu le jour officiellement lors du sommet de Bamako début février 2017. Elle aura pour objectif de combattre l'insécurité et les groupes terroristes dans le Sahel. Les cinq pays du G5 fourniront chacun 1 000 hommes, déployés autour de trois zones frontalières : Mali-Mauritanie, Mali-Burkina-Niger et Tchad-Niger. Le G5, qui existe depuis 2014, vise à fournir une réponse régionale à un problème régional et à « africaniser » la sécurité.

⁹⁰ Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, mai 2017.

⁹¹ Entretien de Crisis Group, diplomate, Ouagadougou, mai 2017. Le chiffre avancé pour le budget de la force conjointe est de 423 millions d'euros, mais cette estimation pourrait être revue à la baisse. Entretien de Crisis Group, source diplomatique, Paris, juillet 2017. L'Union européenne a promis 50 millions d'euros et les membres du G5 se sont engagés à fournir 10 millions chacun. En plus d'aide opérationnelle et technique, la France a promis 8 millions d'euros.

⁹² Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, mai 2017.

⁹³ Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, septembre 2016, janvier et mai 2017. La résolution 2359 (21 juin 2017) du Conseil de sécurité des Nations unies soutenant la création de la force conjointe du G5 prévoit que celle-ci améliorera l'environnement sécuritaire afin de permettre à la Minusma de mieux remplir son mandat. La résolution 2364 (29 juin 2017) prolongeant le mandat de la Minusma prévoit coopération, coordination et partage d'informations entre la force du G5 et la mission onusienne.

complexe de forces militaires qui limiterait leur efficacité. En outre, le mandat de la force conjointe, ciblant « les groupes terroristes » et « d'autres groupes criminels organisés », reste flou, ce qui lui compliquerait davantage la tâche.

La coopération ne se passe pas aussi bien avec le Mali qu'avec le Niger. Il existe dans les milieux sécuritaires burkinabè un sentiment d'agacement envers le voisin malien, qu'ils accusent de ne pas lutter assez efficacement contre les groupes armés actifs sur son territoire, entraînant des débordements côté burkinabè.⁹⁴ Une source sécuritaire déplore la présence de certains groupes armés proches ou soutenus par Bamako aux frontières du Burkina.⁹⁵ Les relations difficiles entre le Burkina et le Mali datent de l'ère Compaoré, lorsque des membres de groupes armés maliens, à commencer par le chef d'Ansar Dine, le Touareg Iyad ag Ghali, circulaient librement à Ouagadougou. En outre, les militaires burkinabè voient leurs homologues maliens comme des « flemmards » qui ont intégré l'armée pour obtenir une rente et non pour défendre le pays.⁹⁶ A l'inverse, le Niger est perçu positivement, car il déploie les moyens nécessaires pour empêcher les groupes armés de proliférer sur son territoire, et les militaires burkinabè font l'éloge de leurs homologues nigériens pour leur volontarisme et leur efficacité.⁹⁷

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

⁹⁶ Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, janvier et mai 2017.

⁹⁷ Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, mai 2017. La bonne entente entre le Burkina et le Niger repose également sur les liens privilégiés qu'entretenaient le président nigérien Mahamadou Issoufou et le président de l'Assemblée nationale burkinabè, Salif Diallo, décédé fin août 2017.

IV. Apporter une réponse globale et durable

Après des mois de déni, les autorités burkinabè ont finalement pris conscience, début 2017, de la nécessité d'aller au-delà de l'action militaire et d'apporter une réponse globale à la crise. Celle-ci se matérialise notamment par le lancement d'un programme de développement d'urgence pour la région du Sahel visant à construire des infrastructures et à réduire la pauvreté. Les efforts de développement ne suffiront toutefois pas à résoudre une crise dont les racines, très locales, sont ancrées dans l'ordre social propre à la société peul de la province du Soum. Plusieurs éléments peuvent être mieux pris en compte afin de renforcer cette réponse.

La réponse apportée par le gouvernement doit tenir compte des dimensions sociales et locales de la crise. L'idéologie d'Ansarul Islam repose sur la contestation d'une organisation sociale productrice de frustrations et de conflits. L'Etat n'a cependant pas vocation à s'impliquer dans ces dynamiques socio-culturelles ou à bouleverser des équilibres sociaux anciens. Il faut peut-être mobiliser davantage les acteurs locaux pour trouver des solutions adaptées à une crise profondément enracinée dans des dynamiques locales. L'Etat et les partenaires internationaux ne trouveront pas les solutions à des questions qui touchent à l'intimité des sociétés du Nord du Burkina Faso. Ils peuvent au mieux stimuler des initiatives de dialogue entre communautés et générations afin de permettre à ces dernières de trouver des solutions à leur propre crise.

Il importe de réduire le fossé entre, d'une part, les forces de sécurité et les autorités et, d'autre part, la population. Le renforcement de la présence militaire ne sera pas véritablement efficace tant que les populations ne collaboreront pas avec les forces de sécurité. A court terme, ces dernières devraient privilégier le renseignement humain et s'imbriquer au sein de la population, par exemple en rémunérant davantage d'individus et d'unités équipés de téléphones mobiles pour qu'ils puissent communiquer des informations, tout en prêtant une attention particulière à leur protection.⁹⁸ L'envoi de troupes et de fonctionnaires parlant le fulfuldé (la langue peul) permettrait également de réduire la barrière linguistique.

A long terme, la méfiance pourrait être atténuée si davantage de Peul étaient recrutés au sein des forces de sécurité et de la fonction publique. Il ne s'agit pas d'imposer des quotas ou de mener une politique de discrimination positive, porteuse des dangers de l'ethnicisme, mais d'encourager l'engagement par exemple en rendant plus accessibles les concours d'entrée, sans oublier la vocation traditionnellement limitée des Peul à intégrer les forces de sécurité ou la fonction publique.⁹⁹

Renforcer les activités civilo-militaires permettrait de mettre à contribution les forces de sécurité et de réduire un peu la méfiance de la population en montrant qu'elles peuvent être utiles.¹⁰⁰ Enfin, les arrestations doivent respecter les procédures et les droits, et les comportements abusifs des forces de sécurité et des fonctionnaires

⁹⁸ Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, janvier et mai 2017.

⁹⁹ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017. Un résident du Soum qui souhaite passer le concours d'entrée de l'armée ou de la gendarmerie devra se rendre respectivement à Dori ou à Kaya, deux villes situées chacune à environ 200 kilomètres de piste de Djibo.

¹⁰⁰ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

– racket, intimidations, arrestations arbitraires, abus physiques – doivent être plus sévèrement sanctionnés.

Une régulation à minima du discours religieux, dans laquelle les autorités religieuses et coutumières pourraient jouer un rôle clé, peut être envisagée afin de lutter contre les propos intolérants et haineux.

Ceci nécessite d'améliorer la connaissance du paysage religieux afin de lutter contre de tels propos, de soutenir davantage l'enseignement islamique et d'investir dans la formation des imams et des érudits musulmans afin de leur fournir les outils pour combattre les idées qui encouragent la violence ou l'intolérance. La légitimité des religieux et des coutumiers étant parfois contestée, l'enjeu est également de s'assurer que leur représentativité soit suffisante, qu'ils ne soient pas perçus comme ayant été compromis ou étant à la solde de l'Etat, et que la jeunesse sente que ses intérêts y sont défendus. Les autorités étatiques pourraient favoriser l'installation à Djibo d'une section de l'Union fraternelle des croyants, une association basée à Dori chargée de promouvoir la tolérance et le dialogue religieux.

Le programme d'urgence pour la région du Sahel devrait mettre davantage l'accent sur la promotion de l'élevage, l'amélioration de la justice et la lutte contre la corruption.¹⁰¹ La perception que l'Etat ne fait rien pour soutenir l'élevage, la principale activité économique de la région, renforce le sentiment d'aliénation.¹⁰² Les éleveurs étant majoritairement peul, ce sentiment pourrait prendre une connotation ethnique. Il faudrait par exemple accroître les zones de pâturage et le nombre de puits et mieux valoriser les pistes à bétail.¹⁰³ Les infrastructures doivent également être au cœur des politiques de développement. Par exemple, la création d'un hôpital régional à Djibo, sur le modèle de celui de Dori, renforcerait l'offre de soins dans la capitale provinciale. Les défaillances de la justice et la corruption au sein de l'administration sont des doléances fréquemment exprimées par la population. Mieux prendre en compte ces deux aspects enverrait également le signal que l'Etat peut jouer un rôle utile et positif sur la vie quotidienne des habitants du Sahel burkinabè.

La coopération judiciaire et policière entre le Mali et le Burkina devrait être renforcée, afin que les autorités de ces pays soient systématiquement informées lorsque l'un de leurs ressortissants est arrêté dans l'autre pays.¹⁰⁴ Il ne suffit pas d'arrêter les membres des groupes jihadistes, il faut également mener des enquêtes à travers plusieurs pays puis les faire comparaître devant la justice. L'enjeu de cette coopération est de les empêcher d'exploiter le manque de coordination entre pays pour passer entre les mailles du filet. Si la coopération policière s'est améliorée, beaucoup de progrès restent à faire en matière judiciaire.¹⁰⁵

¹⁰¹ « Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF), 2017-2020 », document final, juin 2017, copie fournie à Crisis Group.

¹⁰² Le sentiment que l'élevage contribue pour beaucoup au PIB mais qu'il est le parent pauvre des politiques de développement est répandu dans tout le Burkina (et dans d'autres pays voisins d'ailleurs). Entretiens de Crisis Group, représentants peul, Ouagadougou, octobre 2016.

¹⁰³ Entretien de Crisis Group, responsable religieux, Djibo, mai 2017.

¹⁰⁴ Entretiens de Crisis Group, sources sécuritaires, Ouagadougou, janvier et mai 2017.

¹⁰⁵ Entretien de Crisis Group, source sécuritaire, Ouagadougou, mai 2017.

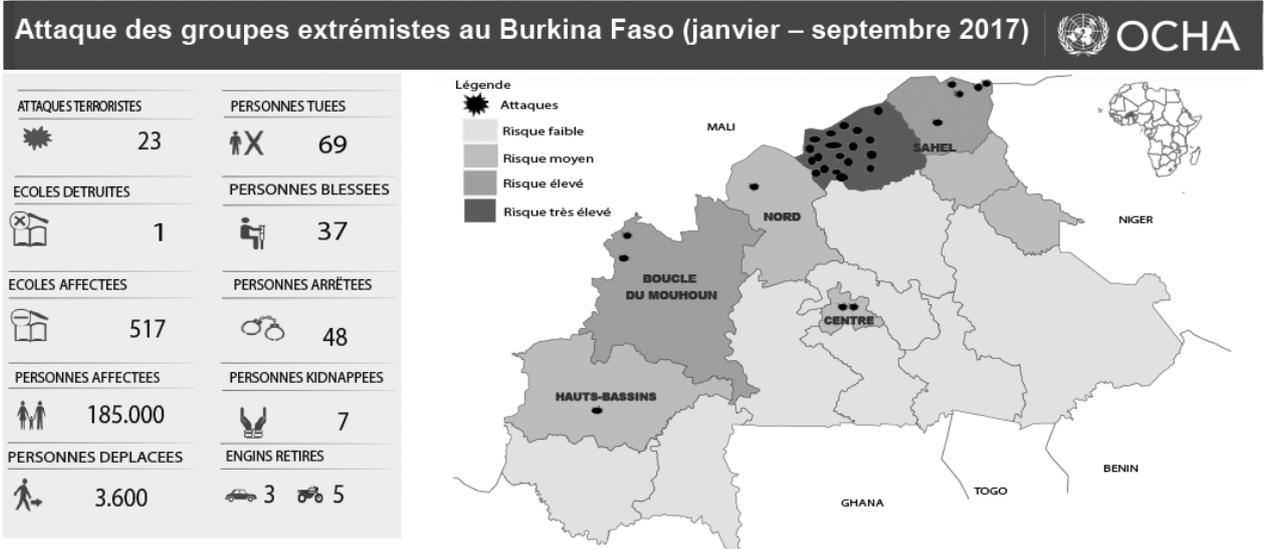
Par ailleurs, les forces de sécurité déployées au Nord ont urgemment besoin de motos supplémentaires afin de se déplacer plus aisément en brousse, et de meilleurs moyens de communication afin de faire circuler l'information. Les forces armées burkinabè pourraient aussi mieux communiquer auprès de l'opinion publique nationale sur les progrès accomplis.

V. Conclusion

Il est encore trop tôt pour évaluer l'efficacité à long terme de la réponse mise en œuvre par le gouvernement. Mais, déjà, l'accalmie attendue en raison de la saison des pluies (de juillet à octobre), qui aurait dû entraver les déplacements et réduire les attaques, ne s'est pas produite. Plusieurs nouvelles attaques meurtrières se sont déroulées au Nord du Burkina en juillet, août et septembre. L'affaiblissement de ce groupe armé ou le décès de son fondateur ne suffiront pas à régler la crise sécuritaire et sociale du Nord du Burkina. Celle-ci perdurera tant que les causes profondes qui ont permis son essor existeront, et avec elles la possibilité d'une extension de la crise à d'autres provinces.

Ouagadougou/Dakar, 12 octobre 2017

Annexe A : Carte du Burkina Faso



Annexe B : Carte de la zone frontalière Mali-Burkina Faso



Annexe C : Chronologie des incidents sécuritaires au Burkina Faso depuis 2015

4 avril 2015

Cinq assaillants masqués kidnappent un employé roumain dans la mine de Tambao, dans la province de l'Oudalan, région du Sahel. Un agent de sécurité et un gendarme sont blessés dans l'attaque.

9 octobre 2015

Des individus armés attaquent le poste de gendarmerie de Samorogouan, province du Kéné Dougou, région des Hauts-Bassins. Trois gendarmes et un civil sont tués.

27 novembre 2015

Des individus armés attaquent un fourgon transportant des fonds de la mine d'or d'Inata, province du Soum, région du Sahel. Un agent de sécurité est tué.

15 janvier 2016

Le poste de gendarmerie de Tin-Akoff, province de l'Oudalan, région du Sahel, est attaqué par des individus armés. Un policier et un civil sont tués. A Djibo, province du Soum, un couple d'australien est enlevé par des individus non identifiés. Jocelyn Elliott est libérée par ses ravisseurs en février. L'enlèvement est revendiqué par AQMI. Le même jour, la capitale, Ouagadougou, connaît son premier attentat terroriste : un commando attaque l'hôtel Splendid et le café Cappuccino, tuant 30 personnes dont plusieurs ressortissants étrangers. AQMI et al-Mourabitoune revendiquent l'attentat.

17 mai 2016

Des individus armés attaquent la station de police de Koutougou, province du Soum. Deux agents de police sont blessés pendant l'attaque.

31 mai 2016

Des individus armés attaquent la station de police d'Intangom, province de l'Oudalan. Trois policiers sont tués dans l'attaque.

1er septembre 2016

Des individus armés attaquent le bureau des douanes de Markoye, province de l'Oudalan. Un douanier est tué et trois civils sont blessés. L'attaque est revendiquée par l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS).

12 octobre 2016

Des individus armés lancent une attaque sur un poste de l'armée burkinabè à Intangom, province de l'Oudalan. Quatre soldats et trois civils sont tués, y compris deux civils tués accidentellement par les forces de sécurité. L'attaque est revendiquée par l'Etat islamique dans le Grand Sahara (ISGS).

31 octobre 2016

Deux frères d'un employé municipal sont assassinés à Ariel, province du Soum.

12 novembre 2016

Un dignitaire religieux est assassiné à Djibo, un conseiller municipal est assassiné à Petega (30 kilomètres de Djibo) et un autre conseiller municipal échappe à une tentative d'assassinat à Soboulé (40 kilomètres de Djibo), province du Soum.

16 décembre 2016

Des assaillants armés attaquent le poste militaire de Nassoumbou, province du Soum, tuant douze soldats. L'attaque est revendiquée par Ansarul Islam à travers une page Facebook non authentifiée.

Janvier-février 2017

Des hommes armés investissent des écoles dans le Nord du Burkina et menacent les enseignants. Des enseignants fuient et des écoles sont fermées.

1er janvier 2017

Un imam est assassiné par des assaillants non identifiés à Sibé, province du Soum. Il tentait de convaincre des jeunes de quitter Ansarul Islam.

4 février 2017

Le conseiller municipal de Nassoumbou est assassiné avec son fils de cinq ans dans le village de Yorsala, province du Loroum, région du Nord. Il avait fui la ville de Nassoumbou après avoir été menacé.

28 février 2017

Des hommes armés attaquent les stations de police de Baraboulé et de Tongomayel, province du Soum.

3 mars 2017

Salif Badini, enseignant dans la province du Soum, est assassiné par des individus armés.

27 mars – 10 avril 2017

Opération transfrontalière Panga regroupant des troupes du Burkina Faso, du Mali et de la France, ayant pour but de débusquer des éléments terroristes le long de la frontière Mali/Burkina, particulièrement dans la forêt de Foularé. Deux individus sont tués par les forces de sécurité, huit sont arrêtés et plusieurs suspects sont livrés aux autorités.

27 avril 2017

Deux fonctionnaires sont enlevés à Tin-Akoff, dans la province de l'Oudalan. Ils sont libérés quelques jours plus tard mais les ravisseurs gardent leur véhicule.

29-30 avril 2017

La force Barkhane lance une seconde opération de ratissage dans la forêt de Foularé, appelée l'Opération Bayard. Vingt militants sont tués et une grande quantité de matériel et d'armement saisis.

13 mai 2017

Des hommes armés attaquent le village de Djahoye, province de l'Oudalan. Un villageois est tué et un autre blessé.

27 mai 2017

Des membres d'Ansarul Islam assassinent un ancien officier de police ainsi qu'un autre individu à Djibo, province du Soum.

11 juin 2017

Un agriculteur et un conseiller municipal, suspectés d'être des informateurs, sont tués dans le village de Basnére, province du Nayala, région de la Boucle du Mouhoun.

21 juin 2017

Le Conseil de sécurité des Nations unies approuve à l'unanimité la résolution 2359 qui prévoit le déploiement de la force conjointe du G5 Sahel afin de lutter contre le terrorisme transnational et le crime organisé dans la région.

25 juin 2017

Des individus armés tuent cinq personnes, connues par les autorités pour des liens avec Ansarul Islam, dans les villages de Ndidja, Sibé et Neyba, province du Soum.

27 juin 2017

Une page Facebook attribuée à Ansarul Islam mais non authentifiée publie un post affirmant que Jafar Dicko reprend les rênes d'Ansarul Islam, sous-entendant que Malam Ibrahim Dicko serait peut-être mort.

27 juillet 2017

Un conseiller municipal, son frère et son fils sont tués à Takeo, province du Soum. Les assaillants volent également du bétail.

13 août 2017

Attentat dans le centre-ville de Ouagadougou. Un commando ouvre le feu sur des clients du Café Aziz Istanbul, tuant dix-neuf personnes, dont la moitié sont étrangers. L'attaque n'est pas revendiquée bien que le mode opératoire pointe vers le GSIM.

17 août 2017

Un véhicule militaire en patrouille dans la province du Soum saute sur une mine, tuant trois soldats burkinabè. Premier incident de ce type au Burkina Faso.

29 août 2017

Des individus armés tirent en l'air à Damba, province du Soum, sans faire de victimes. Des motos et des téléphones portables sont volés.

31 août 2017

Des individus armés attaquent le poste de gendarmerie de Djibasso, région de la Boucle du Mouhoun (Ouest), et tuent un douanier.

3 septembre 2017

L'organisation américaine Peace Corps décide d'évacuer l'intégralité de ses volontaires (124 personnes) en raison du climat d'insécurité dans le pays.

4 septembre 2017

Des individus armés attaquent la commune de Kourfadji, province du Soum, et kidnappent deux personnes dans le but de procéder à un échange de prisonniers.

7 septembre 2017

Des individus armés attaquent l'hôtel de ville de Diguel, province du Soum, et kidnappent un agent municipal. Il est libéré quelques jours plus tard.

12 septembre 2017

Une page Facebook attribuée à Ansarul Islam mais non authentifiée publie un post dénonçant la mort de musulmans lors de l'attentat de Ouagadougou mi-août, se désolidarisant de l'action du GSIM.

15 septembre 2017

Un chef de village, un imam et un troisième individu sont assassinés dans les environs de Baraboulé, province du Soum.

23 septembre 2017

Le poste de police du camp de réfugiés de Mentao, dans la province du Soum, est incendié, faisant d'importants dégâts matériels mais aucune victime. Un véhicule des forces anti-terroristes est visé par une attaque à l'explosif à proximité du poste de police, faisant sept blessés. Un homme est également assassiné par des individus à moto.

26 septembre 2017

Deux gendarmes burkinabè sont tués dans une embuscade près de Tongomayel, province du Soum, après que leur convoi a sauté sur une mine.

28 septembre 2017

Des individus armés attaquent la gendarmerie de Toéni, région de la Boucle du Mouhoun (Ouest). A Djibo, province du Soum, un conseiller municipal soupçonné d'être lié aux groupes terroristes est abattu par les forces de sécurité. A Touronata, province du Soum, quatre individus sont tués par des hommes en uniforme.

2 octobre 2017

Des individus attaquent la brigade de gendarmerie de Nassoumbou, province du Soum, faisant des dégâts matériels mais aucune victime.

4 octobre 2017

Des individus armés attaquent une caserne de gendarmerie à Inata, province du Soum, causant des dégâts matériels et blessant un gendarme.

Annexe D : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La vice-présidente du Conseil est Ayo Obe, juriste, chroniqueuse et présentatrice de télévision au Nigéria.

Le président-directeur général de Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno était le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de 2000 à 2008, et l'envoyé spécial adjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie en 2012. Il a quitté ce poste pour présider la commission de rédaction du livre blanc français de la défense et de la sécurité nationale en 2013.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans dix autres villes: Bichkek, Bogota, Dakar, Islamabad, Istanbul, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala City, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico City, Rabat, Sanaa, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, agence française de développement, le ministère allemand des affaires étrangères, le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, l'Agence autrichienne pour le développement, l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) de l'Union européenne, la Principauté du Liechtenstein, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère danois des Affaires étrangères, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère française de la Défense, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, le ministère norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Henry Luce Foundation, Humanity United, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Oak Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, et Wellspring Philanthropic Fund.

Octobre 2017

Annexe E : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2014

Rapports Spéciaux

Exploiter le chaos : al-Qaeda et l'Etat islamique, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en anglais et arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Afrique australe

Madagascar : une sortie de crise superficielle ? Rapport Afrique de Crisis Group N°218, 19 mai 2014 (aussi disponible en anglais).

Zimbabwe: Waiting for the Future, Briefing Afrique N°103, 29 septembre 2014.

Zimbabwe: Stranded in Stasis, Briefing Afrique N°118, 29 février 2016.

Afrique centrale

Les terres de la discorde (I) : la réforme foncière au Burundi, Rapport Afrique N°213, 12 février 2014.

Les terres de la discorde (II) : restitution et réconciliation au Burundi, Rapport Afrique N°214, 17 février 2014.

Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, Rapport Afrique N°215, 1^{er} avril 2014 (aussi disponible en anglais).

La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation, Rapport Afrique N°219, 17 juin 2014 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir, Briefing Afrique N°101, 4 septembre 2014.

La face cachée du conflit centrafricain, Briefing Afrique N°105, 12 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Congo: Ending the Status Quo, Briefing Afrique N°107, 17 décembre 2014.

Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?, Rapport Afrique N°224, 17 avril 2015 (aussi disponible en anglais).

Congo: Is Democratic Change Possible? Rapport Afrique N°225, 5 mai 2015.

Burundi: la paix sacrifiée? Briefing Afrique N°111, 29 mai 2015 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la menace du radicalisme religieux, Rapport Afrique N°229, 3 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : les racines de la violence, Rapport Afrique N°230, 21 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Tchad : entre ambitions et fragilités, Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016 (aussi disponible en anglais).

Burundi : anatomie du troisième mandat, Rapport Afrique N°235, 20 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland, Rapport Afrique N°239, 3 août 2016.

Union africaine et crise au Burundi : entre ambition et réalité, Briefing Afrique N°122, 28 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boulevard of Broken Dreams: The "Street" and Politics in DR Congo, Briefing Afrique N°123, 13 octobre 2016.

Cameroun : faire face à Boko Haram, Rapport Afrique N°241, 16 novembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

Eviter le pire en République centrafricaine, Rapport Afrique N°253, 28 septembre 2017.

Afrique de l'Ouest

Mali : réformer ou rechuter, Rapport Afrique N°210, 10 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation, Rapport Afrique N°212, 28 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, Rapport Afrique N°216, 3 avril 2014.

Guinée-Bissau : les élections, et après ?, Briefing Afrique N°98, 8 avril 2014.

Mali : dernière chance à Alger, Briefing Afrique N°104, 18 novembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's Dangerous 2015 Elections: Limiting the Violence, Rapport Afrique N°220, 21 novembre 2014.

L'autre urgence guinéenne : organiser les élections, Briefing Afrique N°106, 15 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : neuf mois pour achever la transition, Rapport Afrique N°222, 28 janvier 2015.

La réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau : une occasion à saisir, Briefing Afrique N°109, 19 mars 2015.

Mali : la paix à marche forcée? Rapport Afrique N°226, 22 mai 2015.

Burkina Faso : cap sur octobre, Briefing Afrique N°112, 24 juin 2015.

- The Central Sahel: A Perfect Sandstorm*, Rapport Afrique N°227, 25 juin 2015 (aussi disponible en anglais).
- Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta*, Rapport Afrique N°231, 29 septembre 2015.
- The Politics Behind the Ebola Crisis*, Rapport Afrique N°232, 28 octobre 2015.
- Mali: Peace from Below?*, Briefing Afrique N°115, 14 décembre 2015.
- Burkina Faso : transition acte II*, Briefing Afrique N°116, 7 janvier 2016.
- Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest*, Rapport Afrique N°234, 14 avril 2016 (aussi disponible en anglais).
- Boko Haram sur la défensive?*, Briefing Afrique N°120, 4 mai 2016 (aussi disponible en anglais).
- Nigeria: The Challenge of Military Reform*, Rapport Afrique N°237, 6 juin 2016.
- Mali central : la fabrique d'une insurrection ?*, Rapport Afrique N°238, 6 juillet 2016 (aussi disponible en anglais).
- Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux*, Rapport Afrique N°240, 6 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).
- Nigéria : les femmes et Boko Haram*, Rapport Afrique N°242, 5 décembre 2016 (aussi disponible en anglais).
- Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram*, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.
- Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection*, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).
- Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction*, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.
- Double-edged Sword: Vigilantes in African Counter-insurgencies*, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017.
- Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict*, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.
- Corne de l'Afrique**
- Sudan's Spreading Conflict (III): The Limits of Darfur's Peace Process*, Rapport Afrique N°211, 27 janvier 2014.
- South Sudan: A Civil War by Any Other Name*, Rapport Afrique N°217, 10 avril 2014.
- Somalia: Al-Shabaab – It Will Be a Long War*, Briefing Afrique N°99, 26 juin 2014.
- Eritrea: Ending the Exodus?*, Briefing Afrique N°100, 8 août 2014.
- Kenya: Al-Shabaab – Closer to Home*, Briefing Afrique N°102, 25 septembre 2014.
- South Sudan: Jonglei – "We Have Always Been at War"*, Rapport Afrique N°221, 22 décembre 2014.
- Sudan and South Sudan's Merging Conflicts*, Rapport Afrique N°223, 29 janvier 2015.
- Sudan: The Prospects for "National Dialogue"*, Briefing Afrique N°108, 11 mars 2015.
- The Chaos in Darfur*, Briefing Afrique N°110, 22 avril 2015.
- South Sudan: Keeping Faith with the IGAD Peace Process*, Rapport Afrique N°228, 27 juillet 2015.
- Somaliland: The Strains of Success*, Briefing Afrique N°113, 5 octobre 2015.
- Kenya's Somali North East: Devolution and Security*, Briefing Afrique N°114, 17 novembre 2015.
- Ethiopia: Governing the Faithful*, Briefing Afrique N°117, 22 février 2016.
- Sudan's Islamists: From Salvation to Survival*, Briefing Afrique N°119, 21 mars 2016.
- South Sudan's South: Conflict in the Equatorias*, Rapport Afrique N°236, 25 mai 2016.
- Kenya's Coast: Devolution Disappointed*, Briefing Afrique N°121, 13 juillet 2016.
- South Sudan: Rearranging the Chessboard*, Rapport Afrique N°243, 20 décembre 2016.
- Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan*, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.
- Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia*, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.
- Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria*, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.
- Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties*, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.
- Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?*, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.
- A New Roadmap to Make U.S. Sudan Sanctions Relief Work*, Briefing Afrique N°128, 29 septembre 2017.
- How to Ensure a Credible, Peaceful Presidential Vote in Kenya*, Briefing Afrique N°129, 2 octobre 2017.

Annexe F : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Jean-Marie Guéhenno

Ancien Secrétaire général adjoint du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL

Ayo Obe

Présidente du Conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Ali al Shihabi

Écrivain ; Fondateur et ancien président, Rasmala Investment bank

Celso Amorim

Ancien ministre brésilien des Relations extérieures ; Ancien ministre de la Défense

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Nahum Barnea

Chroniqueur politique, Israël

Kim Beazley

Ancien vice-Premier ministre d'Australie et ambassadeur aux Etats-Unis ; ancien ministre de la Défense

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Lakhdar Brahimi

Membre, The Elders ; diplomate des Nations unies ; ancien ministre algérien des Affaires étrangères

Cheryl Carolus

Ancienne haut-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattau

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Wesley Clark

Ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan en Europe

Sheila Coronel

Professeur « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation et directrice du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Financial Corporation

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wolfgang Ischinger

Président, Forum de Munich sur les politiques de défense ; ancien vice-ministre allemand des Affaires étrangères et ambassadeur en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

Asma Jahangir

Ancienne présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancienne rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

Yoriko Kawaguchi

Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères ; ancienne ministre de l'Environnement

Wadah Khanfar

Co-fondateur, Forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Wim Kok

Ancien Premier ministre des Pays-Bas

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Ricardo Lagos

Ancien président du Chili

Joanne Leedom-Ackerman

Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du Programme sur le droit international et les conflits armés de la Faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Roza Otunbayeva

Ancienne présidente de la République kirghize ; fondatrice de la « Roza Otunbayeva Initiative », fondation internationale publique

Thomas R. Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Olympia Snowe

Ancienne sénatrice américaine et membre de la Chambre des représentants

Javier Solana

Président du Centre pour l'Economie globale et la Géopolitique ESADE ; membre émérite, The Brookings Institution

Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Pär Stenbäck

Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères et de l'Education ; président du Parlement culturel européen

Jonas Gahr Støre

Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
BP	(5) Anonyme	Herman De Bode
Shearman & Sterling LLP	Scott Bessent	Alexander Soros
Statoil (U.K.) Ltd.	David Brown & Erika Franke	Ian R. Taylor
White & Case LLP	Stephen & Jennifer Dattels	

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
(2) Anonymous	(2) Anonymous	Geoffrey R. Hoguet & Ana Luisa Ponti
APCO Worldwide Inc.	Mark Bergman	David Jannetti
Atlas Copco AB	Stanley Bergman & Edward Bergman	Faisal Khan
Chevron		Cleopatra Kitti
Edelman UK	Elizabeth Bohart	Michael & Jackie Lambert
HSBC Holdings plc	Eric Christiansen	Leslie Lishon
MetLife	Sam Englehardt	Virginie Maisonneuve
Noble Energy	The Edelman Family Foundation	Dennis Miller
RBC Capital Markets		The Nommontu Foundation
Shell	Seth & Jane Ginns	Brian Paes-Braga
	Ronald Glickman	Kerry Propper
	David Harding	Duco Sickinghe
	Rita E. Hauser	Nina K. Solarz
		Enzo Viscusi

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Amy Benziger	Lindsay Iversen	Nidhi Sinha
Tripp Callan	Azim Jamal	Chloe Squires
Kivanc Cubukcu	Arohi Jain	Leeanne Su
Matthew Devlin	Christopher Louney	Bobbi Thomason
Victoria Ergolavou	Matthew Magenheimer	AJ Twombly
Noa Gafni	Madison Malloch-Brown	Dillon Twombly
Christina Bache Fidan	Megan McGill	Annie Verderosa
Lynda Hammes	Hamesh Mehta	Zachary Watling
Jason Hesse	Tara Opalinski	Grant Webster
Dalí ten Hove	Perfecto Sanchez	

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Lakhdar Brahimi	Carla Hills
George Mitchell Président émérite	Kim Campbell	Swanee Hunt
Gareth Evans Président émérite	Jorge Castañeda	Aleksander Kwasniewski
Kenneth Adelman	Naresh Chandra	Todung Mulya Lubis
Adnan Abu-Odeh	Eugene Chien	Allan J. MacEachen
HRH Prince Turki al-Faisal	Joaquim Alberto Chissano	Graça Machel
Óscar Arias	Victor Chu	Jessica T. Mathews
Ersin Arıoğlu	Mong Joon Chung	Barbara McDougall
Richard Armitage	Pat Cox	Matthew McHugh
Diego Arria	Gianfranco Dell'Alba	Miklós Németh
Zainab Bangura	Jacques Delors	Christine Ockrent
Shlomo Ben-Ami	Alain Destexhe	Timothy Ong
Christoph Bertram	Mou-Shih Ding	Olara Otunnu
Alan Blinken	Uffe Ellemann-Jensen	Lord (Christopher) Patten
	Gernot Erler	Victor Pinchuk
	Marika Fahlén	Surin Pitsuwan
	Stanley Fischer	Fidel V. Ramos